

Les cultures vivrières sont réalisées sans apport d'engrais ou de pesticides, sont dans le cadre de quelques projets. Les rendements par ha de ces cultures sont donc très faibles.

Tableau 26.

Rendements en tonnes par ha des principales cultures

	(1)	(2)
Mais	0,915	1,313
Manioc	7,209	7,368
Haricots	0,892	1,906
Arachide	0,717	0,847

(1) Année 1985. (2) Moyenne pour 1985 de l'Afrique subsaharienne à l'exception de l'Afrique du Sud.

Comme ces cultures sont surtout destinées à la consommation interne et que, seule une petite partie en est commercialisée, les statistiques sur les quantités produites sont peu fiables.

On admet généralement que la production alimentaire par habitant diminue. Cette impression se base sur différents éléments : la croissance annuelle de la population d'environ 3 %, l'exode rural et le vieillissement de la population campagnarde, la négligence de la recherche agronomique et la déperescence des semences les plus utilisées. Dans les principales zones de production, la forte croissance de la population mène à un raccourcissement de la jachère, à la naissance de contrats de bail de terre (les régimes fonciers sont en pleine évolution), à la disparition des forêts et à l'aggravation de l'érosion.

Les chiffres ci-après, bien que peu fiables, confirment l'impression de la diminution de la production vivrière par habitant. Abstraction faite de la courte relance entre 1966 et 1970, les pourcentages de croissance des principales cultures vivrières sont inférieurs à ceux de la croissance annuelle de la population qui avoisine les 3 %. La chute de la production alimentaire par habitant se ressent aussi dans la montée des importations de denrées alimentaires. Bien que le Zaïre soit

alimentaire ou d'esquisser l'évolution de ces dix dernières années. Les bases de la statistique agricole sont si faibles que chaque chiffre doit être interprété avec la plus grande circonspection. Dans cet ordre d'idées, le prof. Michael Lipion, qui est une autorité mondiale dans le domaine des études du développement des pays du Tiers-Monde et un consultant de la CEE, de la Banque mondiale et des Nations unies, parle de « chiffres aléatoires » (Lipion, 1986). Il va même jusqu'à dire que les données sur la production agricole sont plutôt néfastes que sans valeur puisqu'elles sont pseudo-scientifiques et qu'elles faussent la prise de décisions. Après la libéralisation de l'économie en 1982, on avait espéré une amélioration sensible de la production agricole et de l'approvisionnement alimentaire des villes. On ne peut nier qu'il y a eu, de fait, une amélioration dans l'approvisionnement, mais, simultanément, les produits agricoles et alimentaires sont devenus beaucoup plus coûteux, de sorte que les pauvres gens ont des difficultés à couvrir leurs besoins alimentaires en ce moment. D'après la plupart des observateurs, il sévit actuellement une malnutrition et un déséquilibre dans l'alimentation au Zaïre, de façon que la Belgique, qui est le principal fournisseur d'aide, se doit de réfléchir aux moyens les plus adéquats pour y remédier.

Situation du secteur agricole au Zaïre

Le secteur agricole du Zaïre possède une structure dualiste : d'une part, il y a les petites entreprises familiales et d'autre part, il existe les plantations. La production alimentaire se trouve presque totalement entre les mains des 3 à 4 millions de petits fermiers du pays (60 % des 30 millions de Zaïrois habitent la campagne) (DADR, 1986). Ces petits fermiers couvrent également toute la production de coton et une grande partie de celle du café. C'est dans des plantations que sont cultivés les autres produits d'exportation tels que l'huile de palme, le caoutchouc, le cacao et le thé. Depuis l'indépendance du Zaïre en 1960, on peut discerner trois phases essentielles dans l'évolution du secteur agricole (Tshibaka, 1986). La période 1960-1965 est caractérisée par une chute de la croissance agricole, laquelle est principalement attribuable à la situation chaotique qui a suivi l'indépendance. Entre 1966 et 1970 survient une période de rémission mais à partir de 1971, la situation agricole zaïroise s'est à nouveau aggravée. Pour les cultures, une légère amélioration se dessine depuis 1982, année au cours de laquelle le « Plan de relance agricole » a débuté et pendant laquelle les prix aux producteurs ont été libéralisés.

évaluation du zaire-monnaie en 1983, une dévaluation qui a conduit à une augmentation des frais de transport (carburant). Cela aussi a entraîné une augmentation du prix réel de la nourriture pour le consommateur citadin. Au Zaire, il subsiste pas mal de sous-alimentation qui est causée principalement par la pauvreté, ceci surtout au Kivu. La sous-alimentation est aussi attribuable à la mauvaise qualité de l'eau buvable, ce qui cause de nombreuses infections. En 1979, le risque de mortalité d'un nouveau-né avant l'âge de 5 ans était de 25 % (17 % dans tous les pays à bas revenus) et l'espérance de vie était de 47 ans (contre 57 ans) et ceci malgré le fait qu'au Zaire, le nombre de médecins et de personnel médical est supérieur à la moyenne des pays à bas revenus.

Produits exportés

Les de l'indépendance en 1960, 40 % des exportations zairoises étaient d'origine agricole. Depuis lors, ce pourcentage a continuellement régressé : 13,3 % en 1966, 16 % en 1970, 13 % en 1980 et 10 % en 1983 (DADR, 1982 à 1983).

À part le café, les quantités produites et exportées des principales cultures (huile de palme, caoutchouc et coton) ont diminué de façon spectaculaire. Le Zaire, où les principales variétés d'huile de palme ont été mises au point et qui était, ensemble avec le Nigeria, le plus grand exporteur d'huile de palme avant l'indépendance, a suspendu les exportations de ce produit afin de satisfaire la demande intérieure. Depuis 1977, les fibres de coton doivent être importées afin de pouvoir répondre aux besoins des industries textiles locales.

L'exportation des cafés Robusta et Arabica stagne depuis 1980 et oscille autour de 60.000 tonnes pour le premier et autour de 8.000 tonnes pour le second. L'exportation du caoutchouc et du cacao stagne aussi autour de 14.000 et 4.400 tonnes. Pratiquement toute l'huile de palme et tous les nouveaux palmistes sont exportés, soit 13.500 et 20.000 tonnes. Le son de blé, qui est un sous-produit des moulins au Zaire, est massivement exporté (de 30.000 à 40.000 tonnes par an).

Les défis de la production agricole pour l'exportation à des causes diverses : tous les produits ont beaucoup souffert lors des troubles survenus au cours des premières années après l'indépendance. La zairianisation en 1973 et la mauvaise politique qui a suivi ont été néfastes pour les plantations de palmiers et de caoutchouc. En même temps, il était de plus en plus difficile de trouver des ouvriers aux conditions que les plantations exigent.

Croissance annuelle moyenne de la production vivrière (en %)

	1961-1965	1966-1970	1971-1982	1983-1985
Céréales	-3,7	9,1	2,8	4,1
Arachides	-1,5	8,4	1,7	2,0
Autres végétaux alimentaires	2,7	2,2	1,9	2,7

Source : Tshibaka, 1986.

Tableau 27.

toujours relativement peu dépendant, l'importation de denrées alimentaires a augmenté en moyenne de 6 % entre 1966 et 1982 (Tshibaka, 1986). À côté des importations officiellement recensées, il existe aussi la contrebande, notamment celle de céréales en provenance de la Zambie.

Les principaux produits importés sont le froment et la farine de froment, qui atteignent ensemble environ 200.000 tonnes par an; l'importation de maïs s'élevait à 200.000 tonnes en 1981, à 50.000 tonnes en 1984 et à 60.000 tonnes environ en 1985; pour le riz, il y avait 33.000 tonnes en 1984 et environ autant en 1985 et en 1986; il s'agit surtout de brisures de riz en provenance de la Thaïlande dont plus de la moitié est destinée aux brasseries; le poisson séché et congelé qui arrive surtout de l'Europe orientale et de la Russie comprenant 75.618 tonnes en 1985; l'importation de viande atteignait 25.000 tonnes en 1985, et celle de volaille 18.991 tonnes; aussi le sucre (25.000 tonnes en 1984) et même le coton en provenance des Etats-Unis et de la Chine sont des produits importés importants. Seule l'augmentation de la production de maïs représente un point positif des développements.

Depuis 1983, une amélioration se dessine dans la production vivrière. Avant le 29 mai 1982, le prix minimum pratiqué pour les différents produits agricoles était essentiellement le prix maximum. À partir de cette date, les prix ont été libres. Cette libéralisation a provoqué une montée du prix réel au producteur.

D'après les chiffres officiels, la production de maïs a augmenté en moyenne de 2,8 % par an, pendant la période 1982-1984, celle de manioc de 2,9 %, celle d'arachide de 3,6 % et celle de riz de 6,5 % (DADR, 1986). Ces chiffres doivent cependant être considérés avec circonspection. L'effet positif de la libéralisation des prix a partiellement été annihilé par la

Le sous-financement du ministère de l'Agriculture a pour conséquence que les fonctionnaires sont peu motivés, qu'ils se déplacent rarement pour réaliser les projets et qu'ils sont toujours à la recherche de moyens pour augmenter leurs faibles revenus. Les meilleurs d'entre eux passent au secteur privé ou travaillent à l'étranger. Il y a donc un manque de continuité et, au lieu d'un réel engagement des fonctionnaires responsables, une grande paralysie des pouvoirs publics. Cela a pour conséquence que la réparation et le suivi des options politiques et des projets qui en résultent risquent à déchoir.

La reprise des projets financés de l'extérieur par l'Etat (le sevrage) se déroule toujours très difficilement et se termine la plupart du temps par des échecs par manque de fonds. Ceci provient aussi du fait que la plupart des projets financés par l'extérieur le sont quasiment à 100 %, à l'exception des études du personnel de cadre zairois, et que beaucoup de projets de production ne sont pas suffisamment rentables.

Privatisation économique

Le fait souffrir manifestement d'un manque de planification économique, en 1963, le Haut Commissariat du Plan et de la Reconstruction nationale fut fondé; cette institution fut supprimée après un an d'existence. Une série de plans de développement furent élaborés, comme le « Plan Mobutu », qui était transformé ensuite en « Plan d'investissement public », pour la relance de l'économie, et qui a débouché dans le premier plan quinquennal avec, comme première tranche, le plan triennal 1987-1989. Pour l'agriculture, il y a eu le Plan minimum agricole 1979-1981 suivi par le Plan de relance agricole (1982-1984) et le plan quinquennal 1986-1990. Le Plan de relance 1987-1994 comprenait trois objectifs : l'autosuffisance alimentaire, une croissance plus rapide de la production agricole ainsi que des exportations agricoles.

Les points faibles de tous ces plans sont le manque de données chiffrées fiables et l'incapacité de l'appareil administratif de l'Etat à faire exécuter et faire respecter les plans. On crée continuellement de nouvelles institutions, d'autres décrets et options politiques et ceci sans souci de cohérence avec les institutions et actions existantes. Les plans, comme les institutions, se succèdent à un rythme rapide et donnent une illusion de créativité et d'évolution, mais ils ne résolvent pas les problèmes de fond et le financement de base du secteur agricole.

La production de coton qui est à 100 % dans les mains de petits paysans a eu à souffrir d'une logistique négligée : la mauvaise répartition des semences et des pesticides, la vente tardive de la production. En plus, le prix du coton n'était pas de nature à motiver la production. Même après la libéralisation de 1982, le prix pratiqué fut fixé de telle sorte que la concurrence entre d'une part, les cultures vivrières et le café qui étaient plus rentables, et la culture du coton d'autre part s'aggrava encore.

Le budget public pour l'agriculture

Bien que l'agriculture soit la priorité des priorités depuis 1968, les investissements et les dépenses publiques dans ce domaine doivent être considérés comme les plus faibles des pays africains subsahariens. Le budget du ministère de l'Agriculture représente en moyenne 2 à 3 % du budget total et encore moins au cours des dernières années : 0,9 % en 1984 et 0,8 % en 1985 et 1986. Habituellement, seuls les deux tiers en sont effectivement distribués et souvent à des moments inattendus (Lipson, 1986). Naturellement, d'autres ministères participent aussi aux dépenses agricoles et rurales, par exemple les Travaux publics, la Santé publique, l'Education nationale et même la « Présidence ». Environ un tiers des fonds du ministère de l'Agriculture est consacré à l'entretien des routes de campagne. Environ 2 % du budget public total et 7 % du budget d'investissement, dont la plus grande partie provient des pays donateurs extérieurs, vont à l'entretien du réseau routier.

D'après les données du FMI (Yearbook of Government Finances), les autres pays africains subsahariens consacrent en moyenne 10 à 20 % de leurs dépenses publiques à l'agriculture. Durant les années 60 et 70, l'Inde consacrait en moyenne 20 à 30 % de son budget à l'agriculture. L'Etat zairois justifie la faible proportion du budget allouée à l'agriculture par la privatisation de la production agricole. Il passe à côté du rôle essentiel qu'il devrait jouer dans la création d'un climat favorable pour le développement du secteur agricole, c'est-à-dire qu'il devrait créer des établissements pour l'enseignement, développer la recherche et la vulgarisation agricole, améliorer les crédits agricoles (dans lesquels le secteur bancaire privé est déficient), créer une infrastructure (routes, équipements électriques et conduites d'eau), des installations sanitaires, des infrastructures de marché, etc. En général, tous ces équipements ne sont pas du ressort du secteur privé parce qu'ils ne sont pas ou difficilement négociables sur le marché et qu'ils ne sont pas directement rentables.

Le gouvernement zaïrois veut maintenant concentrer ses actions de développement dans des « foyers de développement ». Ces îles de développement permettraient de regrouper les producteurs agricoles, de limiter les frais d'infrastructure et d'unir les efforts. Le choix de ces îles est déterminant. Le plus souvent cependant, les petites entreprises familiales se trouvent dans une situation précaire puisque tous les moyens disponibles seront plutôt concentrés sur des projets isolés ou, comme dans le nouveau plan quinquennal, sur la fondation d'un nouveau type d'entreprises agricoles de taille moyenne d'environ 100 ha, par analogie avec les « colons » de la période coloniale. Le FMI et la Banque mondiale n'ont pas encore compris que la réforme agricole zaïroise s'adresse en premier lieu aux petites entreprises agricoles familiales qui exploitent au maximum 1 ou 2 ha et qui produisent plus de 90 % de la nourriture de base de la population. Un plan pour le secteur agricole doit également être prioritairement orienté vers l'amélioration des conditions de production et d'écoulement de ces petits producteurs grâce à des aménagements appropriés et à la motivation de leurs efforts de telle sorte qu'ils puissent plus et mieux produire. C'est seulement de cette façon que l'on pourra également freiner l'exode rural. Les expériences menées dans les autres pays d'Afrique noire indiquent que des entreprises agricoles mécanisées de taille moyenne ne sont pas suffisamment rentables pour amortir les investissements et rembourser le capital (*Eicher & Baker, 1982*).

La plupart des projets agricoles mis en oeuvre par des organismes extérieurs et par le gouvernement national sont des projets ad hoc qui ne résultent pas d'une politique intégrée concernant les problèmes agricoles et alimentaires. La préparation de ces projets laisse souvent à désirer et il est rare qu'une étude approfondie du système agricole et de ses limites ait été menée avant le démarrage du projet.

Enfin, il faut mentionner que, pour le moment, il n'existe aucun document officiel au Zaïre qui propose une stratégie alimentaire nationale bien que le Zaïre ait sollicité auprès de la CEE un soutien pour l'élaboration et l'exécution d'une stratégie alimentaire (*Lipton, 1986*).

L'infrastructure routière

D'après la plupart des observateurs, c'est la mauvaise infrastructure routière et son état qui constituent une des principales limitations, sinon la principale au développement agricole et rural. En effet, tout porte à croire

que les frais de commercialisation sont très élevés ce qui rend les produits alimentaires relativement chers dans les villes et les inputs agricoles inadéquates (impayables) pour les paysans. Ceci est à mettre en rapport avec les petits surplus agricoles que de nombreux paysans vendent, la faible densité de population dans la plupart des régions (inférieure à 50 habitants au km²), les frais de transport élevés et les monopoles pratiqués par certains commerçants, bien que sur ce dernier point, peu d'études existent. La conséquence de tout cela est que la culture des produits alimentaires les plus importants (manioc, maïs, bananes plantains, haricots, arachides) se concentrent dans un rayon de 300 km autour des grandes villes tandis que le reste du territoire produit pour la vente des cash crops de haute valeur comme le café et, dans une moindre mesure, le coton et le riz. D'après une étude non publiée de Kinkela Savy concernant la commercialisation du maïs dans le Bas-Zaïre, il paraît que, pour des territoires bien accessibles, la marge de commercialisation est en rapport avec les frais encourus et que, pour un sac de cossettes de manioc, le rapport des prix entre le producteur et l'acheteur final ne dépasse habituellement pas 1/2. Pendant certaines périodes de l'année, ce rapport augmente sérieusement de même que dans le cas où les territoires sont moins accessibles. Cette réalité explique la stratégie du ministère du Plan qui est de créer des « îlots de développement » c'est-à-dire des centres régionaux où tous les moyens disponibles seraient concentrés afin de réduire les coûts d'infrastructure (principalement les routes) et les autres frais par unité de production. Dans ce cadre, l'Act II envoie des équipes polyvalentes. Cette politique, qui, en elle-même, est sensée, exige cependant que le choix des territoires de concentration se fasse sur base de critères objectifs, économiques, sociaux et techniques et après une étude approfondie de ces régions.

Malgré ce n'était pas le cas dans le passé, on ne doit pas en attendre beaucoup maintenant. Cela veut dire que, en dehors de ces « îlots », le développement rural sera abandonné à son sort et qu'une grande partie de l'intérieur du pays reglissera vers une agriculture de survie et un développement et des revenus très faibles. Cette tendance s'impose déjà et est renforcée par la libéralisation économique de 1982 qui a entre autres eu comme conséquence que la pérennité des tarifs de transport des entreprises d'Etat (ONATRA, SNCZ, etc.) a été supprimée dans le but de mieux adapter les prix de transport au coût réel.

L'enseignement agronomique

Bien que le Zaïre consacre un pourcentage plus important de son budget (16%) à l'enseignement et à la recherche que les autres pays africains subsahariens et qu'il reçoive beaucoup d'aide extérieure pour cela, surtout de la Belgique, la qualité de l'enseignement est médiocre. Depuis la rude crise économique, cette situation s'est encore aggravée.

On reproche à l'enseignement zairois d'être trop centré sur l'Europe et donc de ne pas être adapté aux nécessités du développement (Verhaegen, 1980). C'est certainement le cas pour l'enseignement agricole bien que, dans plusieurs écoles, un effort ait été consenti pour rendre l'enseignement plus pratique par l'introduction de travaux sur le terrain pour les étudiants et par la création de champs-tests. Dans la plupart des cas, l'acquisition d'un diplôme mène soit à une fonction dans un bureau, soit à des activités politiques, mais pas à des activités rurales.

Il y a toujours un exode très important de gens scolarisés vers les villes, bien que l'agriculture sur le terrain reste privée d'expertise et d'encadrement compétent. L'agriculture est, actuellement encore, considérée comme le secteur duquel on essaye de s'échapper aussi rapidement que possible. Cela cadre avec l'opinion très répandue que le Zaïre a une vocation industrielle étant donné sa richesse en minerais et qu'il est donc potentiellement très riche. Ceci contraste d'une manière frappante avec les conceptions positives de l'agriculture de certains pays comme par exemple le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Thaïlande, l'Indonésie ou l'Inde.

Après la nationalisation de l'enseignement supérieur au Zaïre en 1971-72 et la fusion des trois facultés d'agronomie (Kinshasa, Kisangani et Lubumbashi) en 1973-74 à Yangambi, on espérait pouvoir donner une nouvelle impulsion à la formation des cadres agronomiques. La concentration des efforts à un seul endroit dans la campagne et la collaboration prévue avec l'INERA devait garantir un enseignement de qualité adapté aux besoins réels du pays. Au début, l'établissement à Yangambi reçut le soutien de la Belgique, de l'Allemagne et du Canada. Les Etats-Unis restèrent neutres puisqu'ils avaient financé un nouveau bâtiment (2 millions de dollars) pour la faculté des sciences agronomiques à Kinshasa et que, le jour de l'inauguration officielle (en 1972), le déménagement vers Yangambi fut annoncé.

La zairianisation de 1974 et la crise économique qui suivit portèrent un coup mortel à Yangambi. La Belgique ne tint pas ses promesses vis-à-vis de l'INERA et de la faculté agronomique à cause de la zairianisation et les

moyens nationaux destinés à Yangambi étaient largement insuffisants pour effectuer les travaux d'infrastructure vitaux. La liaison avec Kisangani, qui se situe à 100 km de distance, restait difficile par manque d'une route asphaltee et d'un pont sur la rivière Lindi, si bien que chaque déplacement était incertain. La production d'électricité par des générateurs au diesel était défectueuse et interrompait parfois pendant des semaines à cause de pannes de carburant ou de pièces de rechange; l'approvisionnement en eau par une station hydraulique centrale, qui était prévue, ne fut jamais réalisée. En 1976, les coopérateurs canadiens s'en allèrent, ils furent suivis en 1977 par les Belges et en 1978 par les Allemands. Entretiens (à partir de 1977), la Fondation Rockefeller et ensuite les Nations unies (PNUD) essayèrent de prendre la direction de la faculté et de lui donner un nouveau départ. Mais, en fin de compte, tous ces essais échouèrent et on n'est jamais arrivé à mettre sur pied cette faculté. La station INERA de Yangambi est fondamentalement hypothéquée puisque le centre de recherche absorbe une grande partie des maigres moyens et produit peu de résultats.

Actuellement, environ deux tiers des professeurs zairois ont déserté la faculté. La plupart se sont établis à Kinshasa, soit sur le campus universitaire, soit pour des entreprises privées et certains travaillaient à l'étranger. A Yangambi, l'enseignement est principalement assuré par des assistants et des chercheurs. Il y a un retard de plus d'un an sur le programme d'études; la recherche appliquée y est sporadique et se fait avec des moyens très limités. Si le budget de fonctionnement continue à servir à l'approvisionnement continu du campus en électricité, il sera épuisé. Le staff est démoralisé et cherche à quitter Yangambi. Les docteurs en agronomie nouvellement diplômés et qui, à leur retour de l'étranger, sont contractuellement obligés de travailler au staff professoral, restent à Kinshasa ou à Kisangani, ou bien repartent à l'étranger si l'opportunité se présente. Par conséquent, l'avenir est incertain et toute une génération d'ingénieurs agronomes, c'est-à-dire l'élite agricole du Zaïre, peut être considérée comme perdue. Cela signifie que pour la conception, la planification et l'exécution de projets de développement agricole, il faudra encore, pendant des dizaines d'années compter sur des experts étrangers qui, pour le Zaïre élaborent une stratégie alimentaire incapable d'élaborer eux-mêmes des projets de développement, une dépendance est née vis-à-vis d'institutions et d'experts étrangers qui fixent les lignes de force du futur développement. Par conséquent, le rêve d'une « véritable » indépendance est remis à demain pour toute une génération. Pour le campus de la faculté agronomique de Yangambi peut être viable. Pour

Cette étude et ses recommandations témoignent de réalisme et pourraient servir de modèle à d'autres pays. La structure unitaire proposée pour les programmes RVA dans le programme INERA qui dépendrait du ministère de l'Agriculture. Le rapport ISNAR recommande le rejet de toutes les activités commerciales des plantations ainsi que la fermeture des ports maritimes. Pour l'instant, le plan ISNAR est partiellement appliqué, mais certaines recommandations essentielles ne sont pas suivies parce que la situation continue à exister.

Avec un budget pour la recherche agronomique qui est le plus faible par tête d'habitant en Afrique, il n'y a pas d'avenir pour l'INERA qui pourtant devrait être le moteur des changements technologiques dans l'agriculture. Le même de cette situation est qu'il n'y a pas d'avenir non plus pour les nombreux programmes US AID regroupés dans les projets RVA (recherche appliquée, vulgarisation) car ceux-ci fonctionnent presque exclusivement à l'aide de fonds américains et, en cas de reprise par le gouvernement zairois, le gouvernement incluctablement à un flasco comme cela a déjà souvent été le cas auparavant.

La vulgarisation agricole

Les services officiels de vulgarisation souffrent des maux classiques comme le mentionnent *Benor & Hartson (1977)* : sous-paiement, mauvaise formation, manque de contrôle, pas de programmes de moyens de transport, peu que les services de vulgarisation soient relativement bien remplis, depuis quelque temps, la Caisse cotonnière (C.S.Co) expérimente le système de « training & visit » mais il est encore prématuré d'en tirer des conclusions. La plupart des projets ont une composante de vulgarisation qui est étroitement liée à leur sujet. Ainsi, le programme de recherche PRONAM, qui est financé par l'US AID, dispose d'agents de vulgarisation pour la propagation de boutures de manioc amélioré; la caisse cotonnière se charge en premier lieu de la vulgarisation du coton et dans une moindre mesure des autres vivrières qui suivent dans la rotation, le programme national engins diffuse l'usage rationnel des engrais (PNE/FAO). Cet éparpillement des efforts n'est pas favorable à l'efficacité de la vulgarisation. Presque tous les éducateurs agricoles sont des hommes tandis que, comme le prouvent de nombreuses enquêtes, des travaux tels que les semis, les sarclages et les récoltes sont surtout effectués par des femmes.

cela, des budgets beaucoup plus étoffés sont nécessaires et ils doivent servir en premier lieu à l'infrastructure (routes, électricité et approvisionnement en eau). A Yangambi, les frais de fonctionnement sont beaucoup plus élevés que dans un environnement citadin à cause des *déséconomies* d'échelle pour la production d'électricité et d'eau et les frais élevés de transport et de communications. Vu le faible intérêt que le Zaïre consacre à l'agriculture et au monde rural, le campus de Yangambi n'est pas indiqué pour une faculté d'Agronomie dans les circonstances actuelles. A présent, le Zaïre dispose de nombreux cadres. D'après leurs propres estimations, le pays compte déjà plus de 40 docteurs en sciences agronomiques et plus de 500 ingénieurs agronomes. Ces derniers ont reçu une formation disparate et pendant les dernières années, il y a une baisse de la qualité de l'enseignement.

La recherche agronomique

La recherche agronomique au Zaïre souffre de biphébalisme avec d'une part l'INERA, l'institut officiel de recherche appliquée qui dépend du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et qui doit s'en tirer avec moins de 40 millions de FB par an, frais de personnel compris, et d'autre part les programmes nationaux de recherche et de vulgarisation (le programme RVA) qui dépendent du ministère de l'Agriculture et qui sont financés à plus de 95 % par l'US AID. C'est dans ces derniers programmes que s'effectuent la recherche et la vulgarisation sur les principales cultures vivrières (manioc, maïs, légumineuses et maintenant en préparation : riz) en collaboration avec l'ITA. La plupart de ces recherches se font sur des stations INERA si bien que l'INERA, avec ses moyens limités, ne peut pas faire beaucoup mieux que de maintenir l'infrastructure existante et les collections de plantes.

Cette ambiguïté, qui hypothèque lourdement l'efficacité et la continuité de la recherche agronomique, est dénoncée par de nombreuses instances nationales et internationales et des propositions ont été formulées afin de fusionner les deux structures. Une Commission présidentielle américaine de l'Académie nationale des sciences propose de supprimer l'INERA (US AID, 1985). L'ISNAR, qui était chargé d'une étude approfondie de la recherche agronomique, par le gouvernement zairois, a élaboré des propositions concrètes pour une meilleure organisation de cette recherche et l'intégration dans la structure étatique zairoise et ceci en étroite collaboration avec une commission consultative zairoise (ISNAR, 1985).